

# Le Portugal et la CEE : aspects politiques

## I. Pressupposés politiques attachés à la demande d'adhésion



• Le Portugal avait, à la date de sa demande d'adhésion à la CEE, un ~~accord~~ <sup>accord</sup> d'association avec la Communauté. Ceci donne à l'évolution de ses échanges économiques avec les pays membres de la Communauté un caractère particulier.

~~En effet~~ l'adhésion d'autres pays - le cas du Royaume-Uni, par exemple - portait de la possibilité de "création d'un marché commun de 300 millions de personnes" et, donc, d'un bénéfice net à mettre face-à-face avec les coûts éventuels de l'application ~~après~~ d'une politique agricole commune. Il n'en était pas de même dans le cas portugais.

A razões são, de facto, só políticas.  
cf. R. razões culturais e sociais.

En effet, le Portugal avait déjà un <sup>(2)</sup> réseau d'échanges soit au niveau d'études et mesures dans le cadre de l'OCDE soit au niveau des échanges commerciaux au sein de l'EFTA. L'élargissement de la CEE au Royaume-Uni et au Danemark ~~a amené le Portugal~~ (pays avec lesquels le Port. avait un volume d'échanges importants) a amené le Portugal à ~~de~~ établir en 72 un accord avec la CEE dont le but était la création d'une zone de libre échange entre le P. et les pays de la CEE pour les produits industriels. Dans l'essentiel, cet accord déterminait l'abolition progressive des droits douaniers mutuels entre le P. et les pays de la CEE jusqu'en 77, sauf pour 99 exceptions dont le délai était plus court et d'autres dont le délai avait comme limite 1985 pour permettre certaines restrictions quantitatives, et la protection d'industries récemment créées.



Ceci veut dire que, ~~avec~~ le processus<sup>③</sup> d'intégration ~~ou sans lui~~, il y aurait eu ne compte pas. (car il s'y superpose) pour le processus en cours conduisant à l'abolition des droits douaniers. Le protocole additionnel signé par le P. en 1976 le confirme.

Ce n'est donc pas au niveau de l'expansion de son industrie et de la création d'un marché libre plus grand pour les produits portugais qu'il faut chercher la motivation pour ~~l'adhésion~~ la demande d'adhésion au Marché Commun. ⊗

Des études faites par des économistes portugais conduisent à des perspectives assez étonnantes ~~pour~~ si l'on vérifie l'acharnement avec lequel les autorités portugaises <sup>ont souvent</sup> cherchent à accélérer le processus d'intégration.



(X) Il se peut que l'adhésion éveille chez les industriels de nouvelles initiatives. Le fait que le P. n'a pas été capable de changer jusqu'à présent le fonctionnement des entreprises nationalisées et que le processus de leur socialisation ne soit même pas amorcé ~~en~~ ~~ces~~ ~~diff.~~ ~~compt~~ aussi dans la capacité de réponse à la demande et aux exigences d'agressivité au sein de la CEE. Des ~~causes~~ ~~facteurs~~ ~~raisons~~ conjoncturels fonctionnant à moyen terme - par exemple, le gel des dépenses des entreprises publiques exigé dans les négociations par le FMI - <sup>ont par</sup> ne permettent ~~pas~~ d'envisager une <sup>l'</sup>amélioration de la situation.

En ce qui concerne l'agriculture les perspectives semblent plutôt sombres. Les revenus de l'agriculture augmentent car les prix au producteur seront augmentés. En contrepartie, les consommateurs payeront cette augmentation ainsi que celle qui atteindra les importations (ce qui



sera beaucoup étant donné la forte (5) composante des importations dans les biens essentiels, en particulier dans les biens alimentaires). On estime à 20% l'augmentation des prix des produits agricoles. Le pourcentage de la dépense des consommateurs consacrée à la nourriture étant de l'ordre des 45%, on peut prévoir une augmentation importante du coût de la vie due à l'application de ~~Prof~~ la Politique Agricole Commune.

Fundação Cuidar o Futuro



• Si les arguments ne sont pas, au <sup>(6)</sup> premier abord, d'ordre économique, auront-ils été d'ordre culturel ou social?

Des chiffres nous manquent pour analyser de façon adéquate ce volet. Néanmoins, nous pouvons nous tenir à des faits connus.

Dans le domaine culturel, le P. a depuis longtemps des accords bilatéraux concernant différents aspects de coopération avec chaque pays européen. Les échanges de biens culturels et de chercheurs y sont indiqués de telle sorte qu'une circulation ~~de~~ intense s'est établie depuis des années. Il reste à résoudre le problème de l'utilisation de main-d'œuvre très qualifiée (personnel académique) dont souvent les doctorats à l'étranger reviennent davantage le pays d'accueil (ou à la limite une université ou un professeur du pays d'accueil) que



les problèmes réels du pays d'origine. <sup>(7)</sup>

Certains aspects des ~~les~~ politiques sectorielles de la Communauté sont particulièrement importants, notamment celles qui concernent "la sauvegarde des ressources naturelles (matières premières, énergie, agriculture, eau)" et "la protection de l'environnement et de la nature". Le projet culturel de la Communauté y est engagé apparemment, (doc. 2, p. 36) car en réalité on est en mesure de douter de la véritable coordination de telles politiques.

En outre, des conventions internationales des agences des Nations Unies (et que certains pays européens ont tendance à considérer comme intégrant uniquement le Tiers Monde) couvrent, de façon sep. complète des terrains où la CEE aurait pu s'engager. Telles sont les cas, entre autres



de la Convention concernant ~~la Protection~~ <sup>(3)</sup>  
les mesures à prendre pour interdire et  
empêcher l'importation, l'exportation  
et le transfert de propriété illicites des  
biens culturels (1970) ou celle concernant  
la protection du patrimoine mondial,  
culturel et naturel (1972) (21C/5,  
§ 4270, pp 265) ou de la Convention pour  
la reconnaissance des études et des  
diplômes de l'enseignement supérieur  
(21C/5, § 1340, pp. 79).

Ces quelques exemples suffisent  
pour indiquer qu'il y a d'autres  
contextes par lesquels les motivations  
culturelles de rapprochement entre  
le P. et les pays de la CEE peuvent  
avoir lieu.





Il en va de même pour les mo-<sup>9</sup>ti-  
vations sociales. Deux ~~+~~ faits s'im-  
posent à ce niveau. L'un c'est la  
présence massive des <sup>immigrants</sup> portugais dans  
les pays de la CEE. L'autre c'est la  
difficulté qui frappe de plein fouet  
les systèmes de sécurité sociale dans  
les pays hautement industrialisés  
d'Europe.



Quant au premier, le P. a déjà dans  
les pays la CEE, 1,5 millions de  
ces citoyens. Des accords mutuels  
existent au niveau bilatéral proté-  
geant la libre circulation des travail-  
leurs et leur droit à la protection  
sociale. La crise économique qui  
touche la presque totalité des pays  
de la CEE et le taux élevé de  
chômage ne paraissent pas militer  
en faveur d'une thèse qui verrait  
l'adhésion comme ayant plus  
d'avantages pour le P. q̄ la situation  
actuelle.

En outre, le "welfare state" est <sup>(10)</sup> plongé dans un trouble profond. Que ce soient les actions drastiques de M<sup>me</sup> Thatcher ou les élocubrations presque métaphysiques des jeunes économistes français, tels Rosanvallon, il est devenu clair que l'Etat-providence est une figure mythique  $\gamma$  seule la courbe ascendante de la révolution industrielle pouvait soutenir. Etant donné que, qualitative, le P. possède un vaste éventail de mesures de protection sociale dont seul la valeur quantitative est  $\neq$  de celle des pays hautement industriels, on ne voit pas en quoi le P. pourrait assurer l'harmonisation des politiques de protection sociale (2, p. 24), problème qui, d'ailleurs, n'a pratiquement pas fait de progrès ~~de~~ au sein de la CEE elle-même.

Fundação Cuidar o Futuro



71  
• La conclusion est nette : les raisons qui ont conduit le P. à demander l'adhésion à la CEE sont d'ordre strictement politiques. C'est donc sous cet angle-là que l'on peut se poser deux ordres de questions, à savoir :

— quel contenu avait une telle conviction, c.à.d., quels avantages politiques le P. pensait obtenir par son adhésion à la CEE ;

— quels problèmes de fond sont engagés dans une telle demande politique.



• Les autorités portugaises qui de <sup>(12)</sup>  
mandent l'adhésion à l'Europe et qui  
~~la~~ poursuivent <sup>à but</sup> font de telles déclara-  
tions que l'on dirait q le P. n'est pas  
un pays européen. Il fait de son adhé-  
sion à la Communauté, à un Marché  
commun — question, au premier abord,  
économique — une entrée dans l'Europe  
comme s'il n'y était pas depuis toujours  
— question éminemment politique. Il  
s'y joue, avant tout, un problème  
que l'on pourrait appeler de accès à  
de promotion vers, voire de légitimation  
de sa P. existence. Comme si, d'un  
coup, après 5 siècles d'existence épar-  
pillée d le monde, le P. se ramassait  
à nouveau dans son terroir européen  
et eût besoin d'y être reconnu.  
Enfant prodigue de l'Europe revenant  
au berceau après ses aventures d  
autres horizons... Il se peut, oui,  
le traumatisme de la décoloni-  
sation ~~conduise~~ ait conduit à  
un phénomène rapide d'entrée à  
nouveau dans un espace plus vaste.



Ce que j'ai appelé ~~alors~~ de politique le devient au sens propre. La réorganisation des relations et des structures sociales, l'aménagement de la polis ne pourraient alors être envisagés que dans un contexte ~~si~~ plus large. (13)

Une femme s'exprimait le dit de façon remarquable en parlant des émigrés qui reviennent au pays: "~~Nous sommes en~~ "l'aventure d'aller et de retourner. Un voyage élargi à un autre voyage qui apporte un nouveau rapport avec le premier.

D'un autre pays j'ai regardé mon pays. Nous y sommes allés chercher nos mains.

Peut-être le pays H entier se cherche, comme il l'a toujours fait, non pas où il est, mais ailleurs. Son identité a besoin d'une cause, "d'une grande raison". Quelle ironie que cette cause ne soit qu'un marché!



Mais quelle duperie aussi chez cer- (131)  
tains (progr. do Gov.  $\bar{}$  refere a prior. de  
prioridade)



Fundação Cuidar o Futuro

14  
• Dans ce processus de légitimation venant de l'extérieur, la CEE apparaît aussi aux yeux de certains, ~~comme~~ de par la clause qui n'admet l'adhésion qu'à des pays démocratiques, comme la sauvegarde de la démocratie au Portugal. La CEE

fonctionne comme un mécanisme qui sanctionne le ~~contrôle~~ "fonctionnement régulier des institutions démocratiques" — expression fréquente dans la bouche de ~~type~~ de politiciens, même pour exprimer une situation de crise.

Le caractère dangereux, pour ne pas dire fallacieux, d'une telle conviction est évident. La crise d'identité nationale y est poussé à l'extrême. On semble méconnaître les forces vivantes du pays qui, surtout s'expriment et en

font une réalité dynamique. (15)  
On semble réduire la vie démocratique  
portugaise à un bien qui aurait à  
être protégé de l'extérieur. On est,  
qu'on le veuille ou non, de plein pied  
dans la reconnaissance de ses pp  
limites ~~de~~ dans ce qui fonde la  
réalité du pays en tant qu'Etat  
moderne. C'est l'asservissement  
au jugement extérieur — à l'époque  
où l'on nous répondait q̄ toute aide  
était exclue tant que nous n'avions  
pas les institutions démocratiques! —  
c'est, en un mot, une façon de  
tourner d'avouer la dépendance,  
— celle qui est la + grave car elle  
touche à l'identité et à l'existence  
du peuple en tant que tel.





A plusieurs reprises, les autorités portugaises ont affirmé leurs positions, d'où était exclue toute analyse approfondie de la Comm. face à la crise structurelle des <sup>années</sup> ~~la~~ ~~décennie~~ 70.

Il en fut ainsi en ce qui concerne le III Gov. en Juillet 78 et il en fut de même d. le proje. du VI Gov. en Janv. 80. Des deux gouvernements ont affirmé fermement

l'importance de l'adhésion à la CEE au triple niveau "de la consolidation de la démocratie au Portugal, du développement économique et social du pays, de l'amélioration du niveau de vie du peuple portugais". (VI, p. 37, III, p. 1208)



Fundação Cuidar o Futuro

• Implicite dans ce que je viens de (16) citer et très explicite dans la plupart des ~~off~~ déclarations officielles on trouve l'identification de la CEE à l'Europe.

Déjà, au niveau très stricte de l'économie, on lance l'EF TA aux oubliettes. Et même sans avouer que l'on ne connaît pas bien ou l'on ne peut pas s'accommoder des rouages des pays à économie planifiée on les met entre parenthèses.

Fundação Cuidar o Futuro



D'où plusieurs conséquences, toutes fâcheuses.

D'abord, on fait d'un marché un espace geo-politique, si ce n'est l'allégeance à une idéologie. Mais, en termes d'espace geo-politique, il faut bien se ~~dire~~ demander que devient l'OTAN là-dedans... En outre, il reste à prouver qu'il y a homogénéité politique entre les pays qui

constituent aujourd'hui la CEE. (17)  
Il y en a qui estimeraient bien fai-  
sant un comportement unanime  
sur toutes les questions internationales.  
Mais il suffit de suivre pendant 95  
semaines les déclarations des diri-  
geants des 7 pays de la CEE pour con-  
statier que l'on est bien loin du con-  
sensus et que, le moment des diffi-  
cultés venues, chacun finit par  
défendre ses propres intérêts ou une  
"certaine idée" & chaque pays se  
fait de soi-même.

Deuxièmement, on met à l'écart  
des pays qui ont été des partenaires  
cariques et qui ont montré, à plu-  
sieurs reprises, le désir de contri-  
buer à l'amélioration de la vie  
de la population portugaise sans  
demander de facture <sup>de temps</sup> idéologique.  
Je pense, en particulier, aux pays  
scandinaves.



En mettant ces pays à l'écart, (18)  
on mise encore sur l'idée que l'Europe  
se fera à partir d'un centre qui  
s'élargit progressivement. Or ce n'est  
pas du tout évident que des pays  
périphériques (+ libres de par leur  
situation géographique à suivre  
une grande diversification de rela-  
tions et dont la politique extérieure  
est très pragmatique, cas de la Suède)  
ce n'est pas évident que ces pays-là  
désirent un jour perdre quelques  
degrés de liberté en se joignant  
à la CEE. Qu'en sera-t-il de  
l'Autriche? de la ~~Finlande~~<sup>Suède?</sup>?  
la Suisse?

En outre, à l'intérieur de  
CEE elle-même il n'y a pas de  
mariage sans divorce. Ce n'est  
pas exclu que, la crise économique  
aidant et d'autres débouchés  
d'autres continents faisant



leur apparition fracassante, ce n'est (19)  
pas exclu q̄ tel ou tel pays qui est  
membre de la CEE pour des raisons  
conjoncturelles ait ~~de~~ l'intérêt de  
continuer à l'être.

Troisièmement, la réparation ra-  
dicale ~~de~~ <sup>entre</sup> l'Europe Occidentale ~~et~~  
l'Europe de l'Est rétrécit l'Europe  
à sa dimension atlantique, tournée  
vers les Etats-Unis. ~~et~~ <sup>de</sup> par  
le vaste territoire couvert par l'Union  
Soviétique, <sup>au sur</sup> touchant des frontières  
<sup>avec</sup> de plusieurs pays d'Asie jusqu'au  
Pacifique, on risque de rendre  
l'Europe de l'Est ~~à~~ à elle seule  
un continent de plein droit. E'loigner  
l'Union Soviétique de l'Europe c'est  
une contribution certaine et accrue  
~~à~~ à l'hégémonie de ce pays.



• Un dernier facteur qui pèse dans cette ~~de~~ motivation politique est la croyance dans un "modèle économique européen" — que ce soit l'Allemagne de l'après-guerre, ou la Suède de ce siècle. On a eu l'impression, pendant ces années,  $\bar{g}$  de dirigeants portugais, qu'on n'avait pas compris le temps où les ~~périodes~~ pays hautement industrialisés pouvaient axer leurs politiques sur la croissance économique constante était révolue.

Fundação Cuidar o Futuro



• Ainsi envisagée, l'adhésion du P. à la CEE pose des problèmes politiques qui sont bien au-delà du traitement des dossiers. En fait ce qui ~~est~~ peut ~~être~~ être considéré comme l'enjeu fondamental de l'adhésion telle que je viens de la décrire dans ses motivations et dans ses présupposés est une triple question:

- le type de développe/possible
- le degré de dépendance supportable
- ~~le horizon~~ <sup>le modèle</sup> ~~d'une~~ <sup>de</sup> démocratie ~~à~~ <sup>à</sup> poursuivre



Fundação Cuidar o Futuro



soutien à l'investissement étranger (23)  
c'est développé au P. dans la conviction  
béate que la résolution ponctuelle du  
problème de l'emploi, amenée par  
l'une ou l'autre entreprise à main-d'œuvre  
intensive, est ~~à fort~~ économiquement  
rentable. Or l'analyse de  
certains investissements au P. mon-  
tre que les investisseurs demandent  
souvent trois conditions:



- un emprunt ~~aux~~ à la banque;
- une dérogation à la loi qui empêche le contrôle des licenciements;
- un délai supplémentaire (jusqu'à 10 ans) pour les cotisations relatives à la sécurité sociale.

3) L'agriculture qui occupe encore  
27,5% de la population active est  
loin d'avoir résolu ses problèmes in-  
ternes. Grosso modo on peut dire  
que 2/3 du pays a des exploitations  
agricoles qui remplissent un rôle  
social important mais n'ont prati-

quement par de poids dans la (24)  
formation du PIB. Tout au plus, elles  
représentent les assises d'une écono-  
mie de subsistance. Des problèmes  
idéologiques ~~font~~ <sup>font</sup> depuis quelques  
années <sup>(l'adoption de)</sup> ~~les~~ mesures capables de favo-  
riser une plus grande rentabilité  
~~de l'industrie~~ l'agriculture.

4) l'Admin.

Ces ~~trois~~ <sup>quatre</sup> problèmes structurels  
demandent, à l'intérieur même du  
Portugal, une volonté politique capable  
de faire <sup>Fundação Cuidar o Futuro</sup> ~~faire~~ <sup>infléchir</sup> ces pratiques de  
venues traditionnelles. Théoriquement  
le Plan — qui est normatif d'après  
la Constitution du Portugal — devrait  
aider à résoudre ces problèmes, étant  
donné ~~q~~ <sup>q</sup> ~~ses~~ ~~vis~~ ~~est~~ objectifs ont  
~~d'abord~~ "l'orientation et la coordination  
de l'organiza/économique et social"  
et ~~le~~ "le développement harmonieux  
des ~~fs~~ secteurs et régions, l'utilisation  
efficace des forces productives, la répar-



25  
Fundação Cuidar o Futuro  
Centro de Documentação e Publicações  
O futuro  
região  
tition équitable du PNB au plan individuel et régional, la coordination <sup>social</sup> politique économique et la politique éducationnelle et culturelle, la préservation de l'équilibre écologique, la défense de l'environnement et la qualité de vie du peuple portugais <sup>"(art 91.º)"</sup> — Bref, un programme ambitieux dont la seule mise-en-œuvre obligerait à résoudre les trois <sup>structurels</sup> problèmes que j'ai indiqués. Mais le Plan ne fonctionne pas — les derniers gouvernements ont été incapables de procéder à son élaboration car les problèmes de gestion du quotidien les en ont empêché.

• Ainsi de même, quel chemin prendra le P. pour son redressement économique et pour un développement ~~qui~~ <sup>permette</sup> adéquat ?

Aux tendances qui ne voient le processus de développement que comme une ~~imitation~~ <sup>suite</sup> de ce qui s'est passé dans d'autres pays occidentaux, l'adhésion à la CEE est le prétexte idéal pour essayer d'imposer des méthodes périmées, des objectifs qui ont fait leur temps. La participation dans la Comm. Econ. apparaît ainsi comme un défi à relever. Les obstacles étant grands, on risque de tomber dans un développement où les priorités de la production soient déterminées par les carences des pays riches. Le P. deviendrait facilement <sup>une grande</sup> l'usine du travail à la chaîne <sup>des pays riches de la CEE</sup> ~~occidentaux~~ ne veulent plus faire.

D'autres tendances prônent, par (27)  
contre, un modèle endogène de dévelop-  
pement, centrée sur les besoins réels  
de la population, et utilisant ~~toutes~~ les  
ressources disponibles dans le pays et  
faisant appel aux technologies appropriées.  
Pour ~~ces tendances~~ ceux qui défendent  
ces tendances, l'adhésion à la CEE  
ne pourrait pas empiéter sur le  
processus normal de développement.

Le premier courant a été clairement  
exprimé dans le programme du VII Gov.

Fundação Cuidar o Futuro  
"l'option européenne du Portugal  
est, ~~avant tout,~~ (...) un défi à  
notre capacité collective ~~d'atteindre~~  
d'amener le pays à atteindre les  
niveaux de développement et de pro-  
grès qui caractérisent le monde  
européen" (pp.27)



Le deuxième courant <sup>a été</sup> ~~est~~ véhiculé,  
par le programme du V Gov, comme  
principe de liaison entre la politique

extérieure et la politique intérieure du (28)  
P. :

" la politique extérieure cohérente naît d'une conscience nette des valeurs, des exigences et des potentialités nationales; à leur tour, ceux-ci orientent l'ensemble des actes et des décisions qui marquent à chaque moment la perspective du pays dans l'ordre extérieur." (pp. 22)



Qu'est-ce à dire? D'un côté, le mimétisme total et, de l'autre, l'isolement? Sûrement pas. Les positions sont ~~de~~ plus nuancées. Mais la question politique (dont le cas du P. n'est qu'un exemple) reste posée :

Y a-t-il lieu pour un développement social et économique ~~faisant~~ partant des valeurs et des ressources d'un pays

quand celui-ci s'insère dans <sup>(29)</sup>  
un espace plus vaste ~~dont~~ <sup>où</sup> les  
autres partenaires sont des éléments  
plus riches ?

L'enjeu est immense et ~~reste~~ <sup>encore</sup> ~~reste~~ <sup>n'a pas</sup>  
de réponse. Certains n'hésient pas  
à poser à l'intérieur <sup>de l'Europe</sup> des problèmes  
qui relèvent souvent de l'équilibre  
entre les hémisphères :

" L'élargisse / va-t-il ou non perpétuer  
ou même renforcer le conflit Nord/Sud  
à l'intérieur de l'Europe ?

Les disparités régionales avec toutes  
les injustices qu'elles impliquent vont-elles  
demeurer ou même s'aggraver ?

Le Sud de l'Europe n'aura-t-il  
qu'à fournir une main-d'œuvre bon  
marché ? ~~qui pourra~~

Est-il vrai que les pays de la  
Communauté sont évalués d'après la soli-  
dité de leur monnaie et, par conséquent,  
y aura-t-il dans la Communauté élar-  
gie des citoyens de première et de  
deuxième classe ?" (Lettre de l'OCIE,  
Paris 80, p 8)



• En posant la question du type de dev./ je suis d'emblée dans la question des blocs d'influence, des zones de partage, et, pour un pays comme le P., des conditions nécessaires pour son indépendance.



Le mythe d'un bien-être généralisé ~~implé~~ engendré, comme par miracle, par l'adhésion à la CEE a éveillé chez le peuple <sup>bcp</sup> des <sup>d'</sup> espoirs ~~totalément~~ ~~causé~~ ~~fondement~~. Mais par la dynamique même de ces espoirs le mécanisme d'une subtile dépendance commence à fonctionner. Ce mécanisme contient la reproduction des modèles importés ~~en~~ ~~entra~~ ~~duisant~~ une consommation qui favorise la production des pays riches. Parce qu'alors, les pauvres deviennent de + en + pauvres et dépendants.



Cette constitution si élémentaire  
semble venir en appui de la thèse  
selon laquelle pour la CEE l'entrée  
l'adhésion du P. (et de l'Espagne)  
<sup>qu'ils méritent</sup>  
~~et insérerait~~ dans l'équilibre  
politique et stratégique de la péninsule  
des Baltes et de la pén. ibérique.

L'intérêt majeur de la CEE ~~serait~~  
acceptant l'intégration de partenaires  
tels q le P. ~~serait~~ une question  
résiderait dans des questions de  
sécurité. ~~Fundação Cuidar o Futuro~~

occidentale aurait à être protégé.

Il serait dangereux qu'il n'y  
développe une quelconque Cuba

ou même un nouveau membre

du mouvement des non-alignés...

Pour ce sens la dépendance écono-  
mique et sociologique (par les

modèles transmis) fonctionne  
comme garde-fou de l'orthodoxie  
occidentale...



Mais n'y a-t-il pas d'autres (32)  
voies ? En fait, au P. pendant plu-  
sieurs années nous avons cru à  
la possibilité de nous façonner un  
destin indépendant, quoique soli-  
daire pour les grandes questions  
de l'humanité. Mais ayant pu mesu-  
rer l'influence des pays riches dans  
notre évolution interne, nous croyons  
pouvoir affirmer que la CEE n'est pas  
notre seule plateforme possible.

Il y a le monde lusophone, réparti  
sur trois continents, et dont les lieux  
sont encore loin d'avoir donné tous  
les fruits possibles.

Il y a la plaque triangulaire P+Esp,  
pays arabes + africains d'un côté,  
pays latino-américains de l'autre  
- un mode de contact et des styles  
de rapport que seuls les anthropolo-  
gues et les historiens pourront  
expliquer.



Il y a la Méditerranée en tant q̄ telle avec son Nord (qui est un Sud) et son Sud.



D'ailleurs cette diversification est inscrite à la Const. Portugaise:

"le P. défend l'ab est guidé à l' relations it/uales par les principes de coopération avec tous les autres peuples pour l'éman- cipation et le progrès de l'humanité." (art. 7.º)

"le P. préconize" ... la dissolution des blocs politico-militaires et l'éta- blissement d'un système de sécurité collective".

(34)

• Le dernier problème ~~que~~ de fond qu'il faut aborder est celui de l'établissement <sup>la consolidation</sup> ~~serment~~ des démocraties.

Deux questions sont particulièrement importantes. La première, plutôt marxiste, mais  $\bar{y}$  certains soulèvent est le coût social et politique des conséquences économiques fâcheuses des processus d'adhésion, pendant la période de transition. Si un grand nombre de petites entreprises, qui vont jusqu'à constituer plus de 80% des entreprises portugaises sont étouffées pendant cette période, si l'agriculture n'arrive pas à devenir compétitive, si les productions où le P. est encore compétitif (le textile et la confection) sont déplacées par des productions à meilleur marché (p. ex. de l'Asie) si le coût de la vie augmente, où en est la démocratie? le terrain n'est-il pas préparé pour des régimes autoritaires??



D'ailleurs la Const. Port. nous y  
conduit :

" La participation directe et active  
des citoyens dans la vie politique  
constitue une condition et un  
instrument fondamental pour la  
consolidation du système démocra-  
tique. "

(art. 112)



Fundação Cuidar o Futuro

La seconde question est en rapport avec la première. Quand nous parlons de dém. nous devons surtout à la dém. représentative. Or celle-ci pourra fléchir par le mécanisme que je viens de décrire. En outre, elle est de + en + mise en question dans son incomplétude par les sociologues et politologues de l'Europe. Une démocratie où  $\bar{H}$  les décisions politiques se feraient par représentativité et délégation à l'époque des satellites et de la télématique est un paradoxe. D'où l'urgence d'établir les mécanismes institutionnels qui rendent possible la participation de tous les citoyens aux décisions qui les concernent.